

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N°2026-SGAD/BE-084 EN DATE DU 29 AVRIL 2026

portant modification des conditions d'exploitation d'une carrière de calcaire de tuffeau située sur le territoire de la commune de Sossais au lieu-dit « Le Parc de Puygareau », exploitée par la société Maquignon Frères, activité soumise à la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement
N° AIOT : 0003105707

**Le Préfet de la Vienne
Chevalier de la légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du mérite**

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 ;

VU le décret du 6 novembre 2024 du président de la République portant nomination de Monsieur Serge BOULANGER, préfet de la Vienne ;

VU le décret du Président de la République en date du 7 août 2025 portant nomination de Madame Murièle BOIREAU, en qualité de secrétaire générale de la préfecture de la Vienne, sous-préfète de Poitiers ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

VU l'arrêté ministériel du 12 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2021-DCPPAT/BE-218 du 3 novembre 2021 autorisant la société Maquignon Frères à exploiter une carrière de calcaire de tuffeau située sur le territoire de la commune de Sossais au lieu-dit « Le Parc de Puygareau », activité soumise à la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2024-DCPPAT/BE-078 du 28 mars 2024 modifiant l'arrêté préfectoral n° 2021-DCPPAT/BE-218 du 3 novembre 2021 autorisant la société Maquignon Frères à exploiter une carrière de calcaire de tuffeau située sur le territoire de la commune de Sossais au lieu-dit « Le Parc de Puygareau », activité soumise à la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2025-SG-SGAD-016 du 8 septembre 2025 donnant délégation de signature à Madame Murièle BOIREAU, secrétaire générale de la préfecture de la Vienne, sous-préfète de l'arrondissement de Poitiers ;

VU la demande de modification des conditions d'exploitation déposée le 10 avril 2026 par la société Maquignon Frères en date du 7 avril 2026 ;

VU le rapport de synthèse de l'inspection des installations classées en date du 28 avril 2026 ;

VU le projet d'arrêté préfectoral notifié le 24 avril 2026 à la société Maquignon Frères ;

VU l'absence d'observation formulée par le pétitionnaire sur le projet d'arrêté notifié par courriel en date du 28 avril 2026 ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant sollicite la possibilité de modifier le phasage d'exploitation pour tenir compte de la présence d'une zone de matériaux altérés non valorisables ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant sollicite la possibilité de valoriser une partie des stériles du gisement en terre de gobetage ou en support de culture ;

CONSIDÉRANT que la proposition de modification des conditions d'exploitation n'est pas de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que cette modification des conditions d'exploitation du site ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens du I de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent nécessaires ni les consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32 et R. 181-33-1, ni une consultation du public, ni la sollicitation de l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'exploitation doivent être modifiées dans les formes prévues à l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la demande de modification des conditions d'exploitation n'entraîne pas de dangers ou inconvénients significatifs ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1. PORTÉE DU PRÉSENT ARRÊTÉ

Les dispositions applicables à la société Maquignon Frères, inscrite au répertoire des sociétés et de leurs établissements sous le numéro SIREN 337 894 299 et dont le siège social est situé 12 lieu-dit « Prieuré de Remeneuil » – 86 230 Usseau, pour la carrière qu'elle est autorisée à exploiter sur le territoire de la commune de Sossais (86230), lieu-dit « Le Parc de Puygareau » sont modifiées et complétées par les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 2. ABROGATION

L'arrêté préfectoral complémentaire n° 2024-DCPPAT/BE-078 du 28 mars 2024 susvisé est abrogé.

ARTICLE 3. ARTICLES MODIFIÉS DE L'ARRÊTÉ DU 3 NOVEMBRE 2021

L'arrêté préfectoral du 3 novembre 2021 susvisé et modifié conformément aux articles 3.1 à 3.9 du présent arrêté.

Article 3.1. Nature des installations

Le tableau de l'article 1.2.1 est remplacé comme suit :

RUBRIQUE	ACTIVITÉ	CAPACITÉ	CLASSEMENT
2510-1	Exploitation de carrière.	Production moyenne annuelle = 20 000 t/an Production maximale annuelle = 31 000 t/an	Autorisation
2515-1	Installations de broyage, concassage, criblage.	Puissance totale des machines installées, groupe mobile : 404 kW	Enregistrement

Article 3.2. Conformité

L'article 1.3.1 est remplacé comme suit :

« Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et aux données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent également les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires ainsi que les autres réglementations en vigueur. Sauf dispositions contraires explicites, les installations relevant de l'enregistrement respectent leur arrêté ministériel de prescriptions générales.»

Article 3.3. Montant des garanties financières

Le tableau de l'article 1.5.1 est remplacé comme suit :

Périodes	2026-2031	2031-2036	2036-2041	2041-2046	2046-2051
Superficie infrastructures (ha)	0,83	0,83	0	0	0
Superficie en exploitation (ha)	0,77	0,77	0	0	0
Quantité à extraire (m ³)	60 000	2 000	0	0	0
Montant des garanties financières (€)	66 757	62 784	0	0	0

L'indice TP01 base 2010 utilisé pour le calcul des montants est 131,97 (janvier 2026)

Article 3.4. Redevance archéologie préventive

L'article 1.7.1 est remplacé comme suit :

« Le présent arrêté vaut générateur pour la perception de la redevance d'archéologie préventive pour les surfaces affectées par les travaux des premières autorisations ou ceux des extensions. Cette redevance est due pour les superficies suivantes (ne comportent pas la superficie correspondante à la bande minimale de 10m) :

- 5800m² à la date de l'arrêté du 13 novembre 2021 ;
- 4950m² à la date du présent arrêté complémentaire + 5ans. »

Article 3.5. Nature de l'autorisation de défrichement

L'article 3.1 est modifié comme suit :

« Le bénéficiaire désigné à l'article 1.1 du présent arrêté est autorisé à défricher pour une superficie de 1,57 ha la parcelle suivante :

Commune	Lieu-dit	Section	Parcelle	Surface de la parcelle	Surface à défricher
Sossais	Le Parc de Puygarreau	C	685 pp	15 700m ²	13 100m ²

Le fond de compensation financière, correspondant à une surface défrichée initialement prévue de 15 700 m² d'un montant de 8949€ a été versé en intégralité au début de l'exploitation

L'annexe 7 (défrichement) est remplacée par l'annexe 1 du présent arrêté. »

Article 3.6. Moyens de lutte contre l'incendie

L'article 4.2.1 est remplacé comme suit :

« L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés aux risques et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels de sécurité sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

L'installation de concassage, criblage est dotée d'un ou plusieurs appareils de lutte contre l'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m³/h pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils.

A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et fournit un débit de 60 m³/h.

L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuelle réserve d'eau.

Si les moyens de défense incendie sont moindres, l'exploitant est en mesure de présenter à l'inspection des installations classées, l'accord écrit des services d'incendie et de secours et les justificatifs attestant des moyens de défense incendie immédiatement disponibles demandés par ces mêmes services.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. »

Article 3.7. Mesures d'empoussièrement

L'article 5.1.2 est rajouté à la suite du paragraphe 5.1.1 du chapitre 5.1 :

« L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières.

Un plan de surveillance est mis en place pour mesurer les retombées de poussières dans l'environnement issues du fonctionnement de l'installation de traitement lors de la première campagne. Les mesures seront renouvelées pour chaque campagne de concassage supérieure à 15 jours.

Il met en place un réseau permettant de mesurer le suivi de ces retombées de poussières dans l'environnement. Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de retombées. Un point au moins, permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant ("bruit de fond") est prévu. Pour le contrôle des mesures, les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.

Le respect de la norme NF X 43-014 (2017), méthode des jauges de retombées, est réputé répondre aux exigences définies par le précédent alinéa du présent article.

La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu. À défaut d'une station météorologique utilisée par l'exploitant, les données de la station météorologique la plus proche sont récupérées. Les données enregistrées ou récupérées sont maintenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les exploitants qui participent à un réseau de mesure de la qualité de l'air qui comporte des mesures de retombées de poussières peuvent être dispensés par le préfet de cette obligation si le réseau existant permet de surveiller correctement les effets de leurs rejets.

L'objectif à atteindre est de 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées, à savoir une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centres de soins, crèches, écoles) ou des premières habitations situées à moins de 1 500 mètres des limites de propriété de l'exploitation, sous les vents dominants du plan de surveillance.

En cas de dépassement, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.»

Article 3.8. Contrôle du niveau de bruit et de l'émergence

L'article 7.2.4 est modifié comme suit :

« Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est réalisée dès la première campagne de concassage criblage. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 susvisé

Des mesures du niveau de bruit et de l'émergence sont réalisées lorsque la zone d'exploitation se rapproche des zones habitées. En tout état de cause, un contrôle de ces mesures est réalisé tous les 5 ans.

Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande de l'inspection des installations classées, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

L'ensemble des résultats est tenu à disposition de l'inspection des installations classées. En cas de dépassements constatés, cet ensemble est transmis à l'inspection accompagné de commentaires sur les causes de ces dépassements ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.»

Article 3.9. Phasage d'exploitation

L'annexe 4 (phasage d'exploitation) est remplacée par l'annexe 2 du présent arrêté.

Article 3.10. Plan et coupes de remise en état

L'annexe 5 (plan et coupes de remise en état) est remplacée par l'annexe 3 du présent arrêté.

ARTICLE 4. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Poitiers, ou par voie électronique par l'intermédiaire de l'application Télérécourse citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr :

- 1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de la notification du présent arrêté ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

ARTICLE 5. PUBLICATION

En vue de l'information des tiers et conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

- une copie du présent arrêté est affichée pendant une durée minimum d'un mois à la mairie de Sossais ; une copie de ce document est déposée à la mairie où il peut être consulté. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé au préfet ;
- le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Vienne (rubriques « politiques publiques – environnement, risques naturels et technologiques – installations classées – carrières ») pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 6. APPLICATION

Le secrétaire général de la Préfecture de la Vienne, le maire de Sossais et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- monsieur le directeur de la société Maquignon Frères, 12 lieu-dit « Prieuré de Remeneuil » – 86230 Usseau ;

Et dont copie sera adressée :

- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- au maire de Sossais.

Fait à Poitiers, le 29 avril 2026

Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale,



Murièle BOIREAU

ANNEXE 1 : PLAN DE DÉFRICHEMENT

PLAN DE DÉFRICHEMENT - PHASE 1

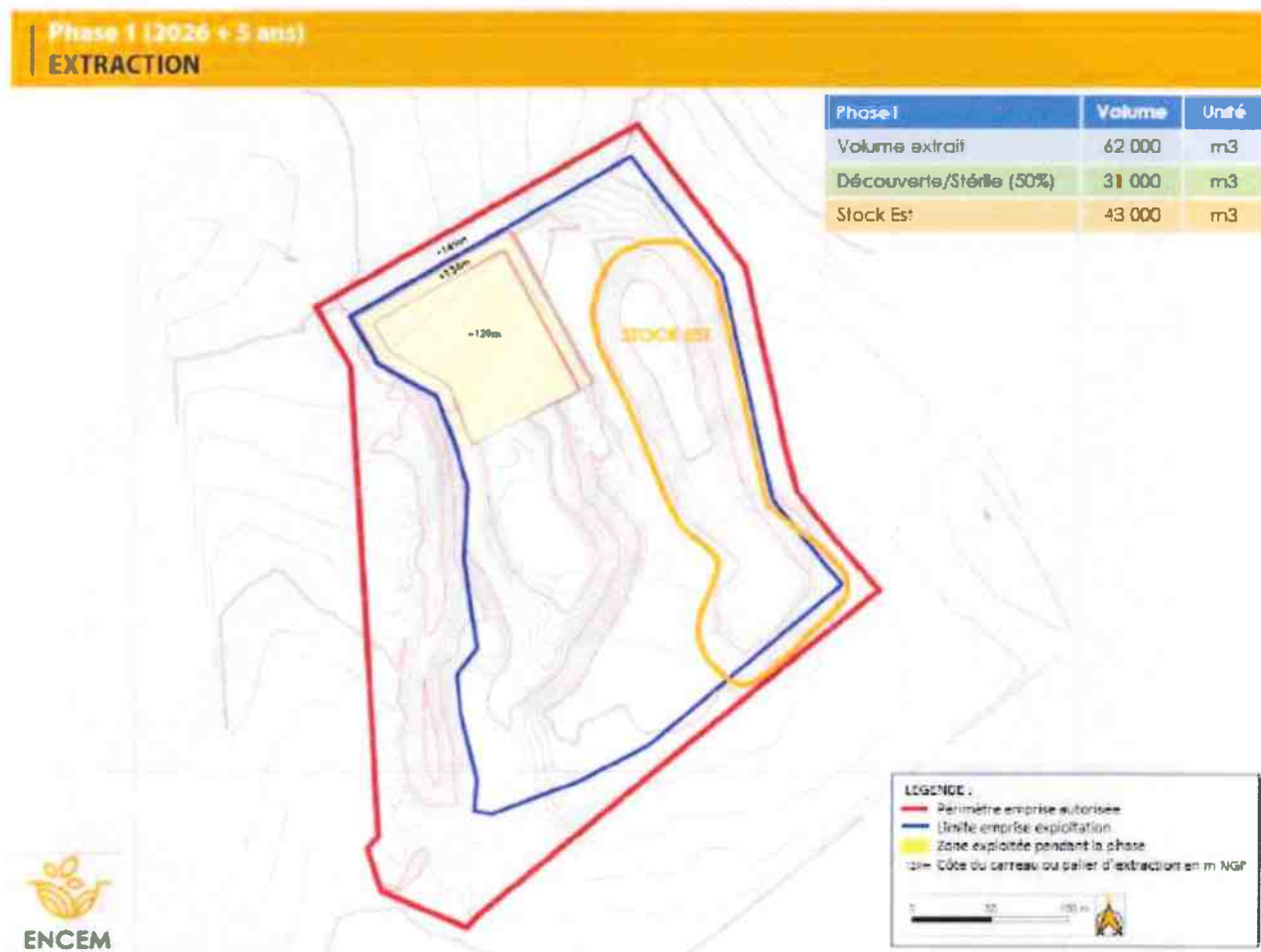


Vu pour être annexé à l'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N°2026-SGAD/BE-084

Pour le préfet et par délégation,
 La secrétaire générale,

Murièle BOIREAU

ANNEXE 2 : PLAN DE PHASAGE D'EXPLOITATION



Vu pour être annexé à l'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N°2026-SGAD/BE-084

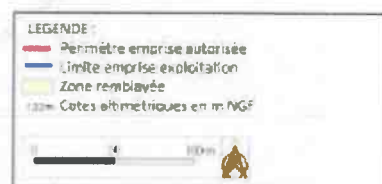
Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale,


Murièle BOIREAU

Phase 1 (2026 + 5 ans)

REMBLAIS – REMISE EN ETAT

Phase 1	Volume	Unité
Découverte/Stérile (50%)	31 000	m3
Stock Est	43 000	m3
Remblais	74 000	m3



Vu pour être annexé à l'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N°2026-SGAD/BE-084

Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale,


Murièle BOIREAU

ANNEXE 3 : PLAN ET COUPES DE REMISE EN ÉTAT

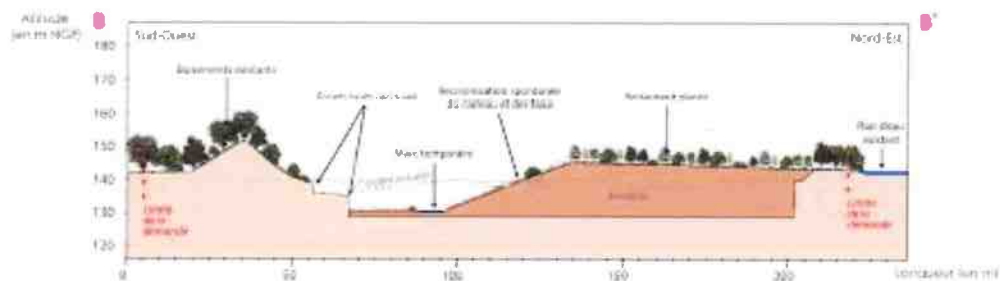


Vu pour être annexé à l'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N°2026-SGAD/BE-084

Pour le préfet et par délégation,
 La secrétaire générale,


 Murièle BOIREAU

COUPES TOPOGRAPHIQUES



Vu pour être annexé à l'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N°2026-SGAD/BE-084

Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale,

Murièle BOIREAU